

**Convention constitutive
d'un GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTES
Pour la Délégation de Service Public de la Restauration Collective Scolaire et Municipale**

Entre :

La Commune de GRASSE, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal n°2021-72 en date du 23 mars 2021,

ET

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Commune de GRASSE, établissement public communal, représenté par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD, ou sa Vice-Présidente, Madame Claude MASCARELLI, dûment habilités par délibération du Conseil d'Administration n°2021- en date du 24 mars 2021,

Etant préalablement exposé :

Le service de restauration collective de la Ville de GRASSE est géré dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public d'une durée de 15 ans. Le terme du contrat était fixé au 31 décembre 2020 mais un avenant a prolongé le terme contractuel jusqu'au 31 décembre 2021.

Pour la restauration des personnes âgées, des bénéficiaires de l'accueil de nuit et du portage à domicile, le CCAS a passé un marché public de restauration (marché en cours de renouvellement dont le terme initial est fixé au 31 décembre 2021 décomposé en 2 lots :

- Lot 1 : service de restauration au Foyer Restaurant La Rotonde avec production des repas sur place assurée par le titulaire et fourniture des goûters
- Lot 2 : fourniture de repas en liaison froide pour :
 - ✓ le service de Portage des repas à domicile
 - ✓ le service de l'Accueil de nuit
 - ✓ les repas de Noël organisés dans les hameaux de Grasse.

Pour les repas de la Petite Enfance, le CCAS a passé un marché de fourniture de repas en liaison froide qui a débuté le 1er janvier 2019 pour une durée d'une année reconductible 3 fois maximum.

La Commune et le CCAS de la Ville de GRASSE ont décidé de former un groupement d'autorités concédantes afin de préparer les conditions de passation du nouveau contrat à conclure à compter du 1^{er} Janvier 2022 et conclure ce contrat.

ARTICLE 1 : OBJET DU GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTES

1) OBJECTIF DU GROUPEMENT

La présente convention a pour objet de constituer un groupement d'autorités concédantes, en application des dispositions des articles L3112-1, L3112-2 et L3112-4 du code de la commande publique relatives aux contrats de concession, pour la passation et l'exécution d'un contrat de concession portant sur les services de restauration collective et municipale dont les membres ont la responsabilité.

Outre l'optimisation et la rationalisation des coûts du service, cette mutualisation a également pour objectifs l'amélioration de la qualité des repas (qualités des produits utilisés, qualité des fruits, lutte contre le gaspillage alimentaire...) et le développement des approvisionnements auprès des filières agricoles locales. Pour atteindre ces objectifs, il est envisagé de réaliser une extension de l'outil de production actuel afin d'y intégrer une chambre de mûrissement et une légumerie pour laquelle, il est envisagé de créer un atelier protégé avec un Esat.

2) DEFINITION DU BESOIN

La Délégation de service public de restauration collective et municipale à conclure comprend la fourniture des prestations de service public de restauration depuis la cuisine centrale municipale à destination :

- ✓ des enfants des écoles maternelles et élémentaires et des accueils de loisirs
- ✓ des personnels enseignants et communaux en lien avec la restauration scolaire
- ✓ des enfants des structures de la Petite Enfance
- ✓ des usagers du restaurant municipal
- ✓ des usagers du Foyer Restaurant de la Rotonde
- ✓ des bénéficiaires du portage à domicile
- ✓ des personnes bénéficiant de l'accueil de nuit
- ✓ de toutes personnes autorisées par la collectivité

ARTICLE 2 : COORDONNATEUR

1) DESIGNATION DU COORDONNATEUR

La Commune de GRASSE est désignée, par la présente convention, coordonnateur du groupement.

2) MISSIONS DU COORDONNATEUR

Le coordonnateur est chargé de procéder, à l'organisation de l'ensemble des opérations de la procédure de passation de la Délégation de Service Public dans le respect des dispositions prévues aux articles L 1411 -1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

A cet effet, il lui incombera de :

- Recenser les besoins (organiser, au préalable, les réunions de travail utiles entre les Membres, recueillir leurs exigences techniques, présenter le projet),
- Rédiger et transmettre le dossier de consultation des entreprises pour validation,
- Préparer et rédiger les avis de concession,
- Gérer le profil acheteur et la plateforme www.xxxx.fr permettant la dématérialisation de la transmission des dossiers de consultation aux sociétés intéressées et de l'envoi des offres des candidats
- Rédiger et envoyer les éventuelles demandes de précisions aux candidats,

- Analyser les offres et préparer les rapports d'analyse,
- Convoquer et conduire les réunions de la Commission de Délégation de Service Public prévue à l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Organiser et conduire les négociations avec les candidats (les séances de négociation se tiendront avec un représentant de chacun des Membres du groupement sauf accord du ou des représentants indisponibles, urgence ou force majeure),
- Informer les candidats du sort de leurs candidatures et offres,
- Rédiger le rapport de présentation prévu à l'article L. 1411-5 précité,
- Choisir l'attributaire de la concession, dans les conditions prévues aux articles L.1411-5 et L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Mettre au point et notifier la concession au candidat retenu,
- S'assurer de la communication du contrat et de toutes les pièces requises au contrôle de légalité,
- Signer au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement le contrat de délégation de service public avec le titulaire retenu
- Procéder à la publication des avis d'attribution,
- Adresser une copie du contrat notifié à chaque membre du groupement afin d'en permettre le suivi et le contrôle
- Suivre l'exécution du contrat de délégation de service public, à l'exception des missions dévolues à chaque membre telles que précisées à l'article 4.4 de la présente convention de groupement
- Etablir et signer les avenants qui pourraient intervenir pendant la vie du contrat de délégation de service public.

Le coordonnateur reste compétent en cas d'infructuosité de la procédure pour mener à bien une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence, le cas échéant.

De manière générale, le coordonnateur sera l'interlocuteur unique du délégataire de service public retenu par les Membres pendant la durée de la procédure de passation du contrat de délégation de service public.

D'une manière générale également, toutes les dispositions prévues ci-dessus feront l'objet d'une validation par le Président ou la Vice-Présidente du CCAS, membre du groupement.

Il est convenu que le coordonnateur ne saurait prendre, sans l'accord de l'autre membre du groupement, toute décision pouvant entraîner le non-respect du programme.

3) RESPONSABILITE DU COORDONNATEUR

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention. Il est donc responsable de tous les risques découlant de son activité. Il répondra seul de tout dommage de quelle que nature que ce soit découlant de sa mission vis-à-vis des tiers.

ARTICLE 3 : COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

La Commission de délégation de service public compétente au titre de l'article, sera celle du coordonnateur.

Le cas échéant, le Président de la commission peut inviter des personnalités appartenant aux différents membres du groupement à participer aux réunions, avec voix consultative, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 4 : MEMBRES DU GROUPEMENT

1) DESIGNATION DES MEMBRES

Le groupement d'autorités concédantes est constitué par la Commune de GRASSE et le Centre Communal d'Action Sociale de la Commune de GRASSE, dénommés « membres » du groupement d'autorités concédantes, signataires de la présente convention.

2) ADHESION

Chaque membre adhère au groupement par délibération de son assemblée ou toute autre instance habilitée approuvant la présente convention.

Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement.

Toute adhésion devra être réalisée avant le lancement de l'avis de concession par le coordonnateur.

3) OBLIGATIONS DES MEMBRES

Chaque membre du Groupement s'engage notamment à :

- Transmettre au Coordonnateur, dans les délais fixés, l'état de ses besoins et toute autre pièce ou information nécessaire à l'organisation de la consultation concernée
- Informer les autres membres du groupement de toute difficulté d'exécution du contrat de délégation de service public, notamment pouvant avoir une incidence sur les conditions de son exécution pour un des membres du Groupement, et (ou) impliquant l'intervention de ce dernier
- Gérer les litiges et les contentieux formés directement et exclusivement contre lui par le Délégataire ;
- Communiquer réciproquement toute information relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution de la Convention de délégation de service public et demander l'assistance de l'autre membre du groupement si nécessaire
- Supporter l'ensemble des conséquences directes et indirectes de ses manquements éventuels aux obligations issues de la présente convention et du contrat de délégation de service public.

Par ailleurs, chaque membre du Groupement s'engage, à une obligation de confidentialité, aussi bien avant (études amont) et pendant la phase de passation du contrat de délégation de service public que pour tout ce qui le nécessitera pendant l'exécution du contrat (phase de travail sur les avenants par exemple).

4) RESPONSABILITE DES MEMBRES

Chaque membre du groupement s'engage, pour ce qui le concerne, à contrôler l'exécution du contrat de concession, dans les conditions prévues dans les documents contractuels, et à défaut, assure la responsabilité des difficultés d'exécution et des litiges qu'il pourrait générer.

Suite à la notification de la concession, chaque membre du groupement s'assurera de sa bonne exécution en ce qui le concerne et en devient juridiquement le seul responsable.

Toutefois, il est convenu que la Ville prend en charge le contrôle des éléments contractuels suivants :

- La formule de révision des prix
- Les audits sur place et sur pièces
- Le rapport annuel du délégataire
- Le suivi des provisions maintenance, renouvellement et impayés

- Les redevances versées pour la mise à disposition des biens, pour le contrôle de la concession et pour les repas extérieurs
- L'application des éventuelles pénalités

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES APPLICABLES A LA CONVENTION DE GROUPEMENT

La mission de la Commune de GRASSE en qualité de coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant ainsi que les frais de publicité liés à la passation du contrat de délégation de service public sont supportés par les membres du groupement et seront divisés à hauteur de 80% pour la Ville et 20% pour le CCAS.

Le coordonnateur adressera une demande de remboursement chiffrée et détaillée.

En cas de retrait d'un des membres de la présente convention, ce à quelque moment que ce soit, le membre concerné devra supporter l'entière charge de l'impact financier de ce retrait vis à vis du délégataire et, le cas échéant, des conséquences financières défavorables pour les autres parties. En cas de désaccord quant à l'appréciation des conséquences financières consécutives au retrait d'un des membres de la présente convention, les parties désigneront un expert aux fins de déterminer ce montant.

ARTICLE 6 : ENTRE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par l'ensemble de ses membres et sa transmission au contrôle de légalité. Elle prendra fin à la fin normale ou anticipée du contrat de délégation de service public.

En cas de contentieux administratif ou civil, elle s'achève à la fin du premier mois qui suivra le jugement définitif du dernier recours contentieux engagé.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE

En cas de difficultés dans l'exécution de la présente convention ou de modification des conditions d'exécution du service telles que prévues dans la présente convention, les membres conviennent de se rencontrer afin de définir dans quelle mesure la présente convention pourra, en tant que de besoin, faire l'objet d'un avenant.

Toute modification de la présente convention doit être approuvée dans les mêmes termes par les Membres du groupement et donne lieu à la passation d'un avenant.

Les délibérations des assemblées délibérantes des Membres sont notifiées au coordonnateur.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général, à l'unanimité des Membres du groupement, par délibérations concordantes.

ARTICLE 9 : CAPACITE A ESTER EN JUSTICE

Le coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge pendant la procédure de passation du contrat concession. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

En cas de contentieux, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, le paiement éventuel incomberait au membre du groupement directement concerné.

ARTICLE 10 - LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

A GRASSE, le

**LE MAIRE DE LA COMMUNE de GRASSE,
Jérôme VIAUD**

**LE PRESIDENT OU LA VICE-PRESIDENTE DU CCAS de GRASSE,
Jérôme VIAUD ou Claude MASCARELLI**